

MIGRATIONS TURQUES EN BRETAGNE RENNES, VANNES ET QUIMPER

SYNTHESE

Anne Guillou et Martine Waddled
Juin 2004

* * *

INTRODUCTION

Objet de l'étude

Les migrations turques¹ en Bretagne n'ont fait jusqu'à présent l'objet d'aucun travail d'ensemble, malgré les nombreuses questions que se posent les acteurs sociaux français en relation professionnelle avec elles. Les migrations turques en Bretagne ont été envisagées dans cette étude, non comme une photographie de la seule "communauté turque", mais suivant la perspective de la sociologie des relations interethniques, comme un ensemble d'interactions entre les migrants et les membres de leur société d'accueil. L'accent est ainsi mis sur le *rapport* interethnique (comme structurant les identités, les statuts et influant sur les comportements et les relations sociales) et non sur les seules "cultures" comme facteur explicatif total. Différents domaines ont été retenus, qui correspondaient à des secteurs importants de la vie sociale des migrants : insertion socio-économique, vie de quartier, école et scolarité des enfants, santé et accès aux soins, vie collective intra-groupe et rapports avec la collectivité locale. Cela a permis d'aborder la migration dans son ensemble, tant sur le plan intraethnique qu'interethnique.

Le terrain était multisite, portant sur trois villes, Rennes, Vannes et Quimper, dans trois départements bretons aux contextes historique, culturel et économique différents. L'ambition était de comparer la situation des Turcs dans ces villes et de dégager les facteurs locaux qui contribuent à façonner leur installation.

Méthode

Le terrain s'est déroulé sur neuf mois (septembre 2002-juin 2003), avec un large dispositif d'enquête qui a mobilisé deux chercheuses (à mi-temps). Les matériaux recueillis sont d'ordre quantitatif et qualitatif. Des données de cadrage ont permis de quantifier divers aspects de la participation des migrants turcs à la vie de la société globale, tant au plan régional (données TRIRIS de l'INSEE) qu'au plan microlocal (dépouillement de fichiers d'un foyer de travailleurs, d'une PMI, de la liste des entreprises d'un quartier à forte concentration turque, fichiers professionnels des commerces d'une ville, fichiers d'inscriptions scolaires, dossiers de demande d'aide sociale). Ces informations statistiques ont été complétées par 46 entretiens semi-directifs avec des familles turques (rassemblant entre une et quatre personnes), 16 entretiens avec des représentants d'institutions turques (associations, enseignants, imams). L'échantillon a été choisi afin de tenir compte de la diversité des variables sociologiques (âges, sexe, origine géographique, obédience religieuse, durée de séjour en

¹ "Turc" sans autre précision désigne ici les personnes qui, quelle que soit leur nationalité, sont nées de parents ou de grands-parents turcs, se sentent turques et sont considérées comme telles.

France, profession...). Côté "français", 95 entretiens ont été menés avec des représentants d'institutions diverses (municipalité et Région, services sociaux, enseignants de tous les niveaux, associations françaises, voisins, prêtre, médecins, policiers, syndicalistes, responsables d'associations musulmanes non turques...). Enfin, 21 observations sociologiques de situations et manifestations diverses (un cours d' ELCO, la journée Porte Ouverte d'une association turque, un mariage, un match de football, un après-midi de réception entre femmes turques, deux dîners familiaux, les activités des jardins municipaux, etc.) ont permis de multiplier les échanges informels et d'affiner (voire de contredire) les discours recueillis par interviews.

I. CADRAGE GENERAL

Phases migratoires

Les migrations turques en Europe sont l'une des dernières grandes migrations des Trentes Glorieuses, d'abord largement dirigées vers l'Allemagne dès les années 1960 (près de deux millions de Turcs aujourd'hui) puis vers d'autres pays d'Europe, dont la France, à partir des années 1970 (accords bilatéraux signés en 1965). Migration de travail, largement masculine au début, les regroupements familiaux commencent dans les années 1980 et 1990. A partir des années 1980 également, la dégradation de la situation politique accentue les demandes d'asile politique, de la part d'opposants "turcs" au régime d'Ankara et de Kurdes (surtout depuis 1988). La population étrangère issue de Turquie est ainsi estimée à 208 000 en France (1999), ce qui la place au quatrième rang derrière les Portugais, les Algériens et les Marocains. Elle s'est d'abord installée en région parisienne, en Alsace-Lorraine, en Rhône-Alpes puis, à partir des années 1980, s'est dispersée dans toute la France, avec une orientation vers la Bretagne, le Centre, l'Auvergne, la Bourgogne et la Gironde.

Statistiques

En Bretagne, pendant longtemps, la région a été davantage un pôle d'émigration que d'immigration. La migration turque s'inscrit donc dans un contexte de migrations certes récentes, depuis les années 1970, mais qui s'accroît depuis les années 1980 grâce notamment aux regroupements familiaux. La région accueille environ 1 % d'étrangers (soit 31 500 personnes sur 2 907 000) et 1,6 % d'"immigrés" (au sens de l'INSEE, c'est-à-dire les personnes nées étrangères à l'étranger), l'Ille-et-Vilaine se situant en tête. Les Turcs, avec 3 427 ressortissants, représentent un peu plus de 10 % des étrangers de la région et comptent pour 5,8 % des "immigrés". On peut estimer à 4 000 environ les personnes de nationalité et d'origine turque (enfants ou petits-enfants de migrants ayant la nationalité française par acquisition ou naissance). Les trois villes de Rennes, Vannes et Quimper concentrent à elles seules la moitié des populations issues de Turquie (nationalité turque et nationalité française par acquisition : 1 169 à Rennes, 580 à Vannes et 370 à Quimper, au recensement de 1999). A Vannes et Quimper, les Turcs représentent la première population migrante tandis qu'à Rennes, ils sont en seconde position après les Marocains.

Structure socio-démographique

Les Turcs sont essentiellement arrivés en Bretagne comme ouvriers du bâtiment où ils travaillent plus particulièrement dans le gros œuvre (pose de parpaings) et, dans une moindre mesure, dans l'agro-alimentaire. La plupart est issue de l'Est de la Turquie, région plus rurale et moins développée sur le plan économique, d'où les hommes ont parfois entamé un premier exode rural vers l'Ouest du pays, avant de partir pour l'Europe. Sur 41 familles qui nous ont donné des indications à ce sujet, 14 sont originaires de la Mer Noire (villes ou villages des environs de Trabzon, Gumusane, Bayburt, Samsun), 8 viennent d'une zone plus continentale, grossièrement délimitée par les villes d'Erzurum, Erzincan, Elazig. Les autres viennent de la région d'Ankara (5), de Konya, grande ville du centre-sud du pays (3), du Sud, près de la frontière syrienne, mais aussi de Mersin un peu plus à l'Ouest sur la côte méridionale (5). Peu de familles (6) viennent de l'Ouest (Afyon, Istanbul et Izmir).

La structure démographique des populations issues de Turquie présente des différences par rapport à la population globale. C'est une population plus jeune (34 % de Turcs de 0 à 19 ans contre 22 % dans la population bretonne) qui reste un peu déséquilibrée en faveur des hommes sur le plan du sex ratio, à cause des spécificités historiques de la migration. Les ménages turcs sont plus étendus que la moyenne des villes considérées (4 personnes environ contre 2) avec une tendance à l'abaissement

du nombre d'enfants par famille. Dans les trois villes considérées, les quartiers de concentration des familles turques sont les quartiers périphériques et les secteurs de logements sociaux. L'attractivité de ces logements situés dans des tours s'explique, outre leur faible loyer, par leur grande taille, la proximité de la famille ou des amis turcs facilitant l'entraide et les visites. Cette concentration dans quelques immeubles donne souvent aux "Français" une impression de grand nombre qui n'est pas vérifiée, les Turcs restant minoritaires dans tous les quartiers. Une nouvelle tendance se dessine néanmoins, annonçant une dispersion des résidences turques. L'accession à la propriété dans des zones pavillonnaires avec jardin est en effet en forte hausse à Quimper (3 à 4 % des demandes de permis de construire en 2001-2003) et, dans une moindre mesure, à Vannes où les terrains sont plus chers. Ce phénomène a des répercussions importantes sur les relations interethniques et sur l'implication en France.

II – PRINCIPALES CONCLUSIONS

Trois conclusions principales ressortent de l'étude. En premier lieu, l'implication des Turcs dans la vie sociale bretonne est variable selon les secteurs d'activité. Très présents dans certains secteurs comme les structures de santé (privées et publiques), ou, de façon différente, dans le secteur économique où ils sont devenus un rouage fragile mais indispensable du bâtiment, ils se manifestent au contraire peu dans les structures de quartier ou l'école, où les enseignants se plaignent de leur absence. Cela tient d'une part à la richesse de leur vie amicale et associative, largement intra-ethnique, qui couvre beaucoup de leurs besoins sociaux et, d'autre part, à une grande réserve, du fait de leur manque de légitimité sociale, qu'ils ressentent très fortement, à la fois en tant qu'ouvriers et en tant qu'immigrés. Cette implication différenciée ne signifie pas désintérêt volontaire. Car les jeunes parents d'aujourd'hui, grandis en France, envisagent leur avenir et ceux de leurs enfants dans ce même pays, dans une installation définitive, tout en maintenant un lien fort avec la Turquie (retours fréquents en vacances, conjoints venant de Turquie) et d'autres pays européens où est installée la diaspora turque.

En second lieu, les processus d'installation et les caractéristiques des relations interethniques varient d'une ville à l'autre. A Rennes, les perceptions sont globalement les plus négatives, tant par le voisinage français que par les professionnels en relation avec les populations migrantes. Notons cependant que la valeur professionnelle des maçons turcs est unanimement louée. Les stéréotypes négatifs tournent autour du "repli communautaire", du statut attribué aux femmes turques, des mauvaises relations de voisinage. A Quimper, au contraire, les représentations sont plus positives. La "réussite" économique des Turcs y est appréciée et n'est pas considérée comme suspecte. Il semble que plusieurs éléments interviennent dans cette configuration, comme l'existence de familles turques dont les enfants ont eu une scolarité plus poussée qu'ailleurs et qui constituent des modèles (la scolarité est particulièrement encouragée par ailleurs dans le Finistère, d'une manière générale) ; un véritable mouvement d'accession à la propriété (émergent à Vannes mais rendu difficile à Rennes par le prix des terrains) ; et enfin une association turque qui a su ou pu instaurer des liens durables avec les institutions locales. La situation vannetaise est quant à elle intermédiaire entre ces deux situations.

En troisième lieu, la majorité des personnes turques interviewées se sentent ou se sont senties à un moment ou un autre victimes de discrimination dans l'accès au logement, à l'emploi ou à la scolarité. Un ressenti qui, comme toute discrimination, se vit dans la douleur, la dénégation ou bien l'agressivité. C'est le port du foulard musulman qui, de ce point de vue, est vécu comme le plus stigmatisant, surtout par les jeunes femmes, qui le portent en permanence. Côté "français", le port du foulard est également mal perçu, même parmi les personnes les plus tolérantes à la différence culturelle, car il est vécu comme une barrière à la communication et un refus de "s'intégrer", sans que le contenu de ce terme soit clairement défini.

III – LES DIFFERENTS SECTEURS D'ACTIVITE

Insertion sociale et économique : travail, accession à la propriété, maîtrise du français, naturalisation française

En Bretagne, le bâtiment constitue un secteur important de l'activité économique, employant 9 % des salariés. Les Turcs sont bien ancrés dans ce domaine. Ils y constituent ce que les sociologues

appellent une "enclave ethnique", c'est-à-dire une activité concentrée dans un domaine précis, le gros œuvre (montage de parpaings), avec une organisation ethnique du travail. Mais l'activité est insérée dans l'économie générale (à la différence de l'entrepreneuriat ethnique, tourné vers une clientèle ethnique). Cette gestion ethnique du travail présente des avantages comme des inconvénients pour les Turcs eux-mêmes. Sur le plan des "avantages", cette organisation permet de gérer la flexibilité, dans un domaine très fluctuant, soumis à des crises périodiques, et très concurrentiel. L'évolution du salariat vers l'artisanat a été, de fait, une réponse à la précarité de l'emploi. Il permet l'embauche des gendres arrivant de Turquie et l'entraide quand un maçon est trop longtemps au chômage et veut rouvrir ses droits. Mais le revers est important : les entreprises sont très fragiles, avec un fort taux de faillites. En effet, les donneurs d'ordre (pavillonneurs ou grandes entreprises du bâtiment françaises, qui sous-traitent aux maçons turcs) organisent la concurrence entre ceux-ci et en obtiennent des prix plus bas qu'avec les artisans français, d'autant plus que les derniers venus, Turcs ou non Turcs, acceptent des conditions de travail de plus en plus dégradées. Cette situation contribue à stigmatiser les maçons turcs auprès des instances professionnelles (certaines étant plus pragmatiques, d'autres plus stigmatisantes) en pointant sur leur manque de volonté de s'insérer durablement (donc légalement) dans le tissu professionnel de la région. Ce qui semble globalement inexact depuis que l'installation définitive en France est une réalité massive. Conscientes de ces difficultés, les associations turques des trois villes tentent ou ont tenté des actions, certaines en partenariat avec les instances professionnelles ou politiques bretonnes.

Le travail féminin prend lui des formes différentes. Les statistiques de l'INSEE montrant l'absence massive des femmes du salariat doivent être nuancées. En effet, de nombreuses jeunes femmes sont amenées à exercer une activité professionnelle (souvent la cueillette de fruits et légumes, le ménage, le travail d'usine) à deux moments de leur vie : au sortir de l'école et avant le mariage, jusqu'au regroupement familial. Ou bien avec leur mari quand celui-ci est commerçant. La situation quimpéroise et, à moindre degré, vannetaise, présente de ce point de vue une originalité : une part non négligeable de la population féminine travaille comme ouvrière pour compléter les revenus familiaux lorsque la construction d'une maison est entamée. Cela montre bien qu'il ne faut pas lier trop mécaniquement valeurs religieuses, organisations traditionnelles des rôles socio-sexués et restriction du travail des femmes. Parmi les facteurs qui déterminent le travail des femmes, entrent en effet trois facteurs qui sont 1) le projet économique familial, 2) le contrôle social exercé par les familles les plus influentes localement (plus ou moins conservatrices selon les villes, elles le sont plus à Rennes) et 3) les opportunités régionales.

L'accession à la propriété est donc une donnée majeure de l'orientation des projets migratoires et des comportements sociaux dans un certain nombre de domaines (travail des femmes, projet d'avenir, confiance des instances professionnelles françaises, etc.).

La projection d'un avenir désormais ancré en France se lit aussi dans le taux de demandes de naturalisation française. Concernant surtout les enfants de migrants, plus de la moitié des interviewés l'ont demandé ou disent souhaiter le faire. Elle est souvent perçue comme une démarche allant de soi et régularisant une participation *de facto* à la société française. Dans quelques cas cependant, elle est associée à une perte ou, au contraire, à un gain identitaires.

Quant à la connaissance du français (par les adultes turcophones), autre facteur important de l'insertion socioéconomique, les enseignants français, un peu découragés, pointent souvent le manque de persévérance et les cours qui se vident après les premiers mois de bonnes résolutions. Pourtant, l'intérêt pour l'apprentissage de la langue est bien présent et tous les Turcs interviewés se rendent compte que la promotion professionnelle, notamment, en dépend. L'apprentissage semble d'autre part moins problématique qu'il y paraît. Les actions entreprises dans les trois villes donnent des résultats et la "barrière de la langue" souvent décrite par les interlocuteurs français semblent moins due à la compétence linguistique elle-même (même si le flux migratoire continu que représentent les époux venus de Turquie, maintient un fort niveau de pratique du turc) qu'à des difficultés de communication autres. Mise en confiance et écoutées, la très grande majorité des Turcs, même âgés, présents en France depuis plusieurs années peuvent comprendre et être compris, pour peu que l'on focalise sur la communication elle-même et non sur la correction linguistique.

La scolarité et les projets parentaux pour les enfants

Les enfants turcs sont généralement inscrits dans le secteur public. Mais on observe une proportion croissante (bien que modeste) d'enfants inscrits dans les établissements privés catholiques. Les raisons invoquées par les parents rejoignent celles des autres familles quelle que soit leur origine ethnique, celle de la discipline et du meilleur encadrement. S'y ajoute l'argument du refus de la concentration ethnique. Et, selon les enseignants, ce choix résulte aussi des stratégies de contournement des décisions d'orientation des enfants. Dans les écoles primaires, la répartition des enfants turcs se superpose généralement à la cartographie résidentielle des familles, avec quelques écoles de quartier accueillant une plus forte proportion d'élèves turcs. Indépendamment de leur nombre, qui reste minoritaire, c'est la représentation des élèves turcs comme mauvais élèves qui contribue à donner une image négative des écoles publiques de ces quartiers populaires. A Quimper, où, en 2002/03, la carte scolaire n'existait pas, le double jeu de la concentration/évitement a abouti à une situation extrême avec un quart d'effectifs turcs dans une école tandis que l'autre ne comptait que 5 % d'inscrits de cette nationalité. En l'absence de directive, les responsables des établissements essaient de maintenir une certaine mixité sociale et ethnique. La même situation prévaut au collège, avec néanmoins une moins grande concentration des élèves turcs. Le brassage auquel s'essaient les responsables est nuancée par les options des élèves (prédilection pour l'allemand à Rennes par exemple). Les sections spécialisées (classes de soutien, SEGPA) semblent accueillir moins d'élèves turcs que par le passé. Quant aux lycées, ils accueillent pour le moment peu d'élèves turcs (surtout des filles, plus de lycéens turcs à Quimper), car les élèves sont majoritairement orientés vers les lycées professionnels.

Bien que les avis des enseignants divergent (ils ont tendance à remarquer les élèves turcs en difficulté mais en connaissent de bons qui se fondent dans la classe et sont moins ethnicisés) la scolarité de ces enfants leur semble globalement caractérisée par des difficultés d'ordre linguistique (difficulté attribuée à la pratique du turc à la maison et à la fréquentation tardive ou irrégulière de la Maternelle), un retard scolaire (fréquent dès le Primaire, accentué à la fin du collège avec le désinvestissement scolaire accompagnant la fin de la scolarité obligatoire et l'impatience d'entrer dans la vie active), un absentéisme marqué, des orientations en filières courtes, une communication difficile avec les parents et des comportements différenciés selon le sexe (les garçons, du fait des rôles sociosexués, ayant tendance à l'insoumission voire à l'insolence). Un ensemble d'éléments interdépendants qui, selon les enseignants, les inscrits dans un rapport à l'institution scolaire plutôt difficile.

Les parents turcs ont, quant à eux, une appréhension différente de la situation. Soucieux de voir leurs enfants maîtriser le français (au point de retarder parfois leur inscription en cours de Langue et Culture d'Origine, que la majorité des enfants turcs suivent), ils considèrent le bilinguisme comme évident et performant, de la même manière qu'eux-mêmes l'ont acquis. Ils déplorent au contraire la perte du turc, notamment à l'écrit (confirmé par les enseignants ELCO), qui reste la langue familiale véhiculaire (un des parents souvent non francophones) mais qui n'est plus pratiquée aussi correctement que par les Turcs de Turquie. Quant au laxisme que les enseignants prêtent parfois aux parents, il faut surtout y voir un manque de ressources (capital culturel, social) permettant aux parents d'encourager et de suivre la scolarité de leurs enfants, bien qu'ils déplorent le désinvestissement de ceux-ci et oscillent souvent entre des souhaits irréalistes car difficilement réalisables (des carrières d'avocat et de médecin) et un fatalisme quant au destin des enfants de travailleurs migrants, pour qui, de toute façon, en cas d'échec scolaire, il reste en dernier recours le chantier pour les garçons ou le mariage pour les filles. Ce fatalisme est étayé par des expériences souvent relatées de jeunes qui, malgré leurs études, n'ont pas trouvé de travail et ont "repris la truelle". Même si les orientations en filières courtes semblent refléter la volonté des parents et des enfants, il convient de s'interroger sur la fréquence de ces orientations par les enseignants et sur l'effet de leurs représentations des élèves turcs.

Enfin, l'attitude des parents vis-à-vis de l'école est décrite par les enseignants comme ambiguë, à la fois faite de confiance envers les enseignants mais pouvant être très vindicative s'ils se sentent discriminés, injustement traités. Enfin, si les parents ne viennent pas spontanément à l'école, ils répondent toujours positivement lorsqu'il s'agit d'une sollicitation dans laquelle ils s'estiment compétents.

Vie collective intraethnique : associations, sociabilité, famille, recomposition identitaire

Le paysage associatif ethnique est à la fois riche et évolutif. Il commence à se diversifier, tant dans les fonctions exercées par ces associations que par la création de nouvelles organisations. Les plus anciennes et les plus grandes sont les associations de travailleurs, créées dans les années 1970-1980, organisées depuis quelques années en Fédération de l'Ouest (14 associations). Elles continuent pour l'essentiel à répondre aux besoins définis lors de leur création et elles sont pour le moment fortement tournées vers la vie intraethnique. Ces fonctions sont la constitution d'un club sportif, la caisse de cotisation pour le rapatriement des corps, l'accueil des instituteurs ELCO et des imams dans le cadre des conventions bilatérales. Le siège des associations (de grands bâtiments neufs construits en périphérie des trois villes) est aussi un lieu d'intense sociabilité masculine et d'encadrement des jeunes afin d'éviter qu'ils "traînent" dehors. C'est aussi un lieu de culte pour ceux, souvent les hommes âgés, qui désirent utiliser la salle de prière (plus remplie le vendredi et le week-end). Enfin, les associations ont longtemps été les seuls endroits où s'approvisionner en produits alimentaires turcs.

Mais elles sont aujourd'hui à un tournant car une nouvelle génération de leaders tend à les ouvrir sur l'extérieur et à en faire des représentantes de la "communauté" turque auprès d'instances françaises là où, jusqu'à présent, les leaders traditionnels étaient surtout des personnalités très dévouées à leurs associations, lui consacrant énormément de temps, mais disposant de peu de compétence communicationnelle envers les instances officielles françaises (ce qui a d'ailleurs contribué, sauf exception, à rendre les relations lointaines à Vannes et à Rennes). Dans les années prochaines, la légitimité intraethnique des leaders s'appuiera probablement de plus en plus sur une légitimité interethnique. On peut également supposer, avec quelque paradoxe, que les associations se trouveront de ce fait placées en situation de représentantes de la "communauté" turque (un terme largement inapproprié), alors que, pour l'instant, les contacts entre Français et Turcs passent majoritairement par des intermédiaires privilégiés, des "passeurs" français ou turcs (interprètes, travailleurs sociaux, plus souvent des femmes d'après nos observations) et des relations personnalisées.

Enfin, l'apparition de nouvelles associations turques dans les trois villes marque l'expression nouvelle d'une identité turque multiple dans la migration, que cette identité exprime des facettes religieuses, ethniques ou politiques. Une association kurde à Rennes (balbutiante au moment de l'enquête et largement appuyée sur sa "sœur" créée par des sympathisants français) ; une association alévie à Quimper, jeune mais dynamique et une association nationaliste à Vannes (très discrète).

Les associations constituent un aspect seulement des relations sociales intraethniques, essentiellement masculines (sauf à Vannes où les femmes ont leur "jour" à l'association). Les relations intraethniques sont intenses mais évoluent au fil du temps pour suivre de plus en plus, surtout à Rennes, une logique familiale, du fait de l'extension des groupes familiaux. Les relations intraethniques sont plus tournées surtout, peut-être chez les femmes, vers la famille élargie, (entraide, création d'entreprises, achat en groupe de maisons à Quimper). Une partie des liens que les Français perçoivent comme "communautaires" sont donc plutôt familiaux. Dans les trois villes, le mariage endogame reste une règle très majoritairement suivie, souvent parmi les proches de Turquie, au village ou dans la famille élargie, voire, assez fréquemment, avec un cousin germain. Cela permet aussi, dans un cadre migratoire fortement limité, d'aider un nouveau migrant.

L'ensemble des Turcs, à quelques exceptions près, se connaît au moins de vue (notamment grâce aux mariages où on côtoie beaucoup de co-ethniques). Mais chacun dispose d'un petit groupe d'amis proches constitué d'une dizaine de familles qui se fréquentent assidûment. Les amis français proches existent mais sont rares. Les relations amicales entre Turcs dépassent le cadre régional pour s'étendre à la France, voire à l'Europe, où beaucoup ont aussi d'autres membres de leur famille, ces parcours dessinant une sorte de "géographie affective" de l'Europe au gré des voyages. Ce petit noyau d'amis est constitué différemment selon les interviewés : surtout des *hemsiri* (des "pays" du même village, de la même région) selon les uns, surtout les anciennes familles, compagnes d'immigration, selon les autres. Enfin, le rapprochement est aussi générationnel, les anciens se fréquentant entre eux. A noter enfin que le noyau des familles turques les plus anciennement implantées constitue un modèle pour le reste des migrants et contribue à donner sa "couleur locale" aux migrations turques dans chacune des trois villes. A Rennes, ce noyau est ainsi plus conservateur sur le plan des valeurs.

Rapports avec la collectivité locale : vie de quartier, services sociaux, sentiment de rejet

La majorité des Turcs habitent dans des logements sociaux, et, en particulier dans les tours offrant de grands appartements, ce qui tend à accentuer leur concentration et leur visibilité. L'attractivité est liée à la proximité familiale qui permet une entraide quotidienne (garde d'enfants, courses) et les relations amicales. Seules quelques familles de jeunes souhaitent s'éloigner un peu des quartiers de concentration. Cette tendance au regroupement est contrariée par les offices HLM qui tentent d'instaurer une mixité ethnique. Elle tend aussi à s'effacer pour laisser place à la dispersion à Quimper et à moindre échelle, à Vannes, par l'accession à la propriété.

Les familles turques sont réputées peu demandeuses de participation aux équipements de quartier, même si elles répondent aux sollicitations quand des manifestations sont organisées. Selon les animateurs, le contact est difficile à maintenir au-delà de ces participations ponctuelles car, estiment-ils, la cohésion familiale et les réseaux amicaux sont suffisamment forts pour qu'ils n'aient pas besoin de "créer du lien social". Les activités de loisir commencent cependant à accueillir de jeunes Turcs, garçons et filles pour les plus jeunes et presque exclusivement des garçons chez les adolescents, lesquels sont considérés comme plus turbulents et plus indisciplinés que les autres participants.

Les relations de voisinage sont, comme les relations amicales, essentiellement orientées vers le groupe ethnique. La sociabilité turque, très intense, conviviale, sans gêne réciproque, est opposée aux relations de voisinage en France, très distantes. Mais les relations cordiales de voisinage avec des Français existent néanmoins, plus nombreuses et de meilleure qualité, il est vrai, dans les maisons individuelles. Là, l'image que les Turcs ont des Français (dont les situations sociales dans les quartiers de logements sociaux sont plus dégradées qu'ailleurs) tend à s'estomper. Dans les logements collectifs, les perceptions réciproques des voisins turcs et français, plutôt négatives, se reflètent l'une l'autre, se trouvant mutuellement fermés au dialogue.

Seule exception à la participation active et régulière des familles turques à la vie de quartier, les jardins familiaux, très appréciés, notamment des femmes turques. Chacune des trois villes les ont organisés de façon différente. De même, les pelouses et lieux publics sont investis, par petits groupes, par des femmes turques qui sortent avec leurs enfants. Les vêtements portés par beaucoup d'entre elles (foulard et longs manteaux) tendent à accentuer leur visibilité et donnent à penser que les Turcs sont plus nombreux qu'ils ne le sont dans la réalité.

Les familles turques sont considérées par les services sociaux (aide sociale publique ou caritative, prévention) comme peu présentes, même si les chiffres montrent que les sollicitations ne sont pas négligeables pour autant. Mais les accompagnements sociaux n'ont pas les mêmes causes que ceux des familles "françaises" (aides financières ponctuelles liées à des difficultés avec le statut d'artisan, très peu d'accompagnement liés à des problèmes familiaux). Les représentations des Turcs interviewés sur ces services sont plutôt positives, avec quelques réserves liées à la discrimination. Mais ils évitent ces recours, perçus comme dégradants car il faut être capable de vivre de son travail. Pour les travailleurs sociaux, le faible taux de demandes turques est lié à la forte cohésion intraethnique qui a ses côtés positifs (entraide) et négatifs (fermeture, refus du regard d'une personne étrangère sur la vie familiale). Enfin, ils évoquent une autre caractéristique des populations turques qui font appel à eux : leur attitude revendicatrice et exigeante, là où les codes sociaux français, dans ce type d'interaction sociale, postulent plutôt une attitude plus humble. Les familles turques interviewées se sentent souvent, quant à elles, dans une situation de droit et non de sollicitation personnelle et tentent, surtout quand elles parlent mal le français, de l'exprimer avec leur outils communicationnels. Les malentendus proviennent donc du fait que les travailleurs sociaux conçoivent souvent leur rôle comme un accompagnement vers "l'ouverture" (c'est-à-dire l'acculturation) de ces populations à la société d'accueil alors que les secondes, bénéficiant d'autres réseaux, ne retiennent souvent des propositions que ses aspects matériels.

Enfin, concernant le rapport interethnique, il convient de noter un sentiment assez général de rejet, exprimé lors des entretiens avec les familles turques. Une bonne partie a ressenti, à un moment ou à un autre, des attitudes xénophobes ou racistes et la grande majorité a expérimenté ou éprouvé des actes discriminatoires dans les domaines du travail, du logement, du voisinage, de l'école, des autres services de l'Etat, etc. L'un des éléments centraux de la stigmatisation, telle qu'elle est vivement ressentie, est due au port du foulard musulman (pour les femmes qui le portent). Le rejet est plus

vivement et douloureusement ressenti par les jeunes femmes élevées en France, qui se sentent alors considérées comme des arriérées, des incultes ou des femmes soumises à leurs maris, ce qu'elles nient. Quant aux "Français" interviewés, beaucoup expriment effectivement à ce sujet une gêne, un sentiment de barrière à la communication, une impression de tristesse dans le vêtement ou la volonté de marquer une altérité. On repère en effet beaucoup plus les "foulards" que les autres vêtements.

Malgré ses difficultés, l'avenir des familles turques est clairement et de plus en plus explicitement tourné vers la France, même si les rapports au pays d'origine demeurent forts pour l'instant, notamment grâce aux possibilités de communication. C'est donc dans un va-et-vient (déjà pratiqué par les retraités) que s'envisage la vie des plus jeunes avec le sentiment, comme chez tous les descendants de migrants, d'être déjà un peu étrangers à la Turquie, même si les conjoints venus du pays d'origine contribuent à maintenir le lien et à réactualiser l'image de la Turquie.

IV – PRECONISATIONS

Au terme de cette étude, les préconisations concernent trois domaines majeurs : la scolarité, l'insertion économique et la question du foulard. L'intégration des migrants et l'amélioration de leur rapport avec la société globale passant nécessairement par leur ascension sociale, une action en faveur de la scolarité des enfants est indispensable. En particulier, il est nécessaire de travailler sur les représentations des parents, dont les attitudes sont souvent irréalistes car ils sont trop éloignés de l'institution scolaire : entre un avenir de maçon et d'ouvrière ou de femme et foyer et l'énoncé de carrières prestigieuses rêvées pour leurs enfants, les parents et les enfants doivent être informés de la large palette de métiers possibles et accessibles.

Quant au travail, dont les difficultés actuelles tiennent à la trop grande fragilité des entreprises, des actions sont en cours qui devront prendre en compte non seulement les entreprises turques mais aussi le système global dans lequel elles sont incluses. En particulier, l'accompagnement individualisé (plutôt que le stage, pour le moment mal adapté, qui ne suscite pas l'intérêt), dans le cadre de la prestation des comptables, est préconisée. Enfin, la crispation inquiétante autour du foulard musulman, qui ne peut conduire qu'au repli, devrait donner lieu à des actions de sensibilisation et d'information (très au-delà des opinions personnelles, que chacun est libre d'avoir) auprès des professionnels en contact avec les migrants turcs.